

**8 octobre 2002**

**Point de presse de M. Bernard Landry, premier ministre du Québec  
Bilan du Forum national sur le déséquilibre fiscal**

(Dix-sept heures trente minutes)]

[ M. Landry:] Bon. Alors, la dernière journée et demie a servi d'introduction. Je vais répondre à vos questions.

[ Journaliste: ...est-ce qu'il faut s'attendre à ce que, là, si vous recevez encore un non, qu'est-ce qui va changer à partir de maintenant à la suite de cet exercice-là face à Ottawa?]

[ M. Landry:] Bon. D'abord, le niveau de compréhension du problème, là, est pratiquement à son paroxysme. Là, ça a été expliqué par Séguin, par le Conference Board, par Statistique Canada, par les études de la commission Romanow. Normalement, personne ne peut plus dire: Je ne comprends pas. Et, ayant compris, personne ne peut dire: Je nie le problème. Comme l'attitude légère, au moins, de M. Manley quand il a dit: Montez vos impôts. Ce qui est, entre vous et moi, une sottise, là, parce que l'ensemble de la société québécoise trouve qu'on contribue déjà beaucoup; ou «Fermez vos délégations». Là, ça veut dire qu'il ne comprenait pas le problème. Il ne sait pas que c'est 50000000 \$ par semaine, parce qu'il nous propose une solution qui rapporterait 100000000 \$ par année et qui défigurerait la personnalité internationale du Québec. Donc, je présume qu'il n'a pas compris.

Là, on va tout faire pour qu'il comprenne. Lui, le premier ministre du Canada, leurs collègues, parce que continuer à avoir cette attitude négationniste après tout ce qui a été dit et écrit, là, il y a péril d'entrer dans la zone de mauvaise foi, c'est-à-dire: je comprends mais je fais semblant de ne pas comprendre. Et ça, j'espère que ça n'arrivera pas. Et on va prendre tous les moyens pour informer le gouvernement du Canada. Nos collègues à Victoria et à Halifax ont compris rapidement. D'abord, parce que le Conference Board a fait des études pour les provinces, parce qu'ils ont eu le rapport Séguin et puis on a eu un très beau consensus. Alors, si le premier ministre de l'Ontario, Ernest Eves, comprend ça parfaitement et épouse le consensus, pourquoi un député ontarien, John Manley, ne pourrait pas comprendre?

[ Journaliste: ...avec ces gens-là à Ottawa, puis dire: Écoutez, ce n'est pas juste moi qui parle, c'est tous ces gens-là aussi.]

[ M. Landry:] Nous avons déjà une rencontre de prévue avec le premier ministre du Canada, et là ma voix, qui était déjà forte du consensus de l'Assemblée nationale, là, va s'enrichir du consensus sociétal. La société civile a approuvé à l'unanimité, à toutes fins pratiques, ce que l'Assemblée nationale déjà avait très sagement décidé.

[ Journaliste: Mais est-ce que ça rend... en fait, ce consensus- là enterre définitivement l'idée d'un référendum, là, à quelque part peut-être aux prochaines élections ou...]

[ M. Landry:] Ce qu'il faut, c'est régler le problème, et j'espère que, cette fois-ci, on va le régler avec ce qu'on a puis on verra. Il a d'autre chose, là, qui s'en vient qui a été proposé par les participants eux-mêmes, c'est-à-dire alerter le réseau interne, leurs membres. Il y a des groupes qui ont parlé de pétitions puis alerter le réseau externe. Alors, les étudiants ont dit qu'ils allaient parler aux étudiants

du reste du Canada, d'autres ont dit qu'ils feraient la même chose avec leurs homologues canadiens. Alors, c'est important de monter la pression dans tout le Canada. C'est un service que le Québec rend au reste du Canada d'ailleurs soit dit en passant.

[ Journaliste: Mais l'idée, là, du référendum, donc, est encore là, elle plane encore. Vous gardez ça dans votre manche. ]

[ M. Landry:] Ça a toujours été une hypothèse. C'est encore une hypothèse. J'espère qu'on n'aura pas à se rendre à ce genre d'action quand tout est si clair maintenant pour l'ensemble de la société québécoise, ce qui rend plus hypothétique encore le référendum.

[ Journaliste: M. Landry, est-ce que ça vous trouble de savoir que votre ami Raymond Bréard, le temps qu'il était votre chef de cabinet au ministère des Finances, a fait embaucher un fonctionnaire à Investissement Québec, est aujourd'hui accusé de corruption pour avoir accepté un pot-de-vin pour donner une subvention?]

[ M. Landry:] Ce qui me troublerait, c'est qu'il n'y ait pas un procès qui commence demain. Or, il y en a un qui commence demain, donc les choses qui devaient être faites l'ont été et la justice s'occupera du reste.

[ Journaliste: Pour revenir sur la question du déséquilibre, M. Landry, est-ce que... le constat est très clair, il l'était, il l'est devenu de plus en plus, mais il manque une sanction pour le gouvernement fédéral. Il peut continuer à faire la sourde oreille, il n'y a pas de sanction, là, pour lui.]

[ M. Landry:] Bien. D'abord, se déshonorer dans un segment de l'opinion de plusieurs millions de personnes, c'est déjà une sorte de sanction. Là, j'espère que le ministre des Finances, M. Manley, a compris — je le dis en tout respect pour sa personne, là — il a dit des sottises. Alors, déjà ça, là, c'est une sorte de sanction, là, que des millions de Québécois et de Québécoises et de Canadiens, je l'espère, se rendent compte que leur ministre des Finances vient de nous dire ici des sottises sur un point majeur qui est l'étranglement fiscal du Québec. Et, par la suite, des autres sanctions en politique peuvent se développer de la manière que vous savez.

[ Journaliste: Si je comprends bien, M. Landry, vous n'avez pas de rapport de force réel, là, vous n'avez pas de plan B, là, pour... une fois qu'Ottawa vous aurait...]

[ M. Landry:] Je pense que la voix du Québec est plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était hier. On avait déjà l'unanimité de l'Assemblée nationale réitérée. Maintenant, la société civile, ses membres, ses ramifications, c'est une sorte d'escalade dans l'expression du Québec par rapport à Ottawa.

[ Journaliste: ...vos collègues, les deux leaders de l'opposition qui promettent actuellement tout ça. Ils disent actuellement qui sont en mesure de baisser les impôts malgré le déséquilibre fiscal.]

[ M. Landry:] Ça c'est des choix qui se feront aux élections. Là, la position commune est claire, celle du gouvernement est claire, puis, depuis quelques semaines, celle des autres partis s'éclaircit singulièrement. C'est une excellente chose, une excellente. Mais face au gouvernement du Canada, c'est le gouvernement du Québec qui est l'interlocuteur.

[ Journaliste: M. Landry, vous dites que la voix du Québec est plus forte. Moi, j'ai eu l'impression

d'assister à un exercice futile parce que le gouvernement fédéral, semble-t-il, ne veut pas entendre. Alors, à quoi ça a servi finalement?]

[ M. Landry:] Quand l'ensemble de la société civile lus les rois partis de l'Assemblée nationale insistent lourdement sur la véracité d'un point, je ne peux pas concevoir qu'il n'y ait pas de sanction au Canada à nier cette chose. Quand le gouvernement du Canada a nié le consensus de René Lévesque et de Claude Ryan quant au rapatriement unilatéral, ça a eu des conséquences historiques qui erduent encore aujourd'hui. Alors là, on n'est pas dans le même ordre de problèmes, mais quand les Québécois, parlant d'une voix à ce point unie, disent une chose, je ne peux pas concevoir que ça n'ait pas de conséquences au gouvernement du Canada.

[ Journaliste: Qu'est-ce que ça veut dire: Mettre plus d'accent sur la formation de la population? Des campagnes de publicité?]

[ M. Landry:] On va prendre les moyens pour que ce qui s'est dit ici soit su et connu de l'ensemble de la population du Québec. Plusieurs Québécois et Québécoises, vous le savez, Séguin l'a démontré, pensent qu'on paie plus d'impôts à Québec qu'à Ottawa. Ce n'est pas ça, et je le redis, c'en est une forme d'information: Nous payons à peu près 60 % de nos impôts à Ottawa et 40 % à Québec. Alors, déjà, il faut que ça se sache. Plusieurs personnes pensent que le déséquilibre fiscal, c'est qu'il y en a qui paient trop d'impôts et d'autres pas assez. Dans ce dont on a discuté depuis deux jours, c'est que l'argent est à Ottawa et les moyens sont à Québec; l'argent est à Ottawa et les besoins en santé sont à Québec, et en éducation et pour les familles. Alors, c'est ça qu'il faut rendre évident à des millions et des millions de personnes qui ne le sauraient pas déjà.

[ M. Landry:] Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs.

[(Fin à 17 h 40) ]